



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 11 juin 2026

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
202^e année
11 juin 2026
n° 22 / 8131^e
pages 993 à 1040



ÉDITORIAL

993 Vivre hors l'État-Léviathan, Pour le droit (fondamental) de disparaître (définitivement), *Franck Laffaille*

ACTUALITÉS

- 998 Vente (bois et forêt) : droit de préférence des propriétaires de parcelles contiguës
- 998 Vice du consentement (dol) : indemnisation d'un excès de prix
- 999 Préjudice corporel (réparation) : perte intégrale de gains professionnels futurs
- 1000 Préjudice d'anxiété (réparation) : point de départ du délai de prescription
- 1001 Contrat (résolution) : validité d'une clause résolutoire
- 1001 Responsabilité civile (exonération) : faute d'imprudence de la victime

POINT DE VUE

- 1006 De la prétendue exhaustivité de l'article L. 111-3 du code des procédures civiles d'exécution, *Jean-Denis Pellier*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1015 **Nouvelle Bibliothèque de Thèses** : Discours juridique et discours scientifique en droit de la responsabilité civile, *Gabriel Stettler*
- 1018 Les contrats domaniaux, Contribution à l'étude de la location des biens publics, *Clothilde Le Guay*
- 1020 **Panorama** : Majeurs protégés, *Jean-Jacques Lemouland et David Noguéro*
- 1032 **Notes** : L'atteinte à la propriété résultant de la possibilité d'interdire la location touristique aux copropriétaires, *note sous Cons. const. 19 mars 2026, Kévin Moya*
- 1036 Droit aérien : attendre des passagers, oui, mais pas au détriment des autres, *note sous Trib. UE, 4 mars 2026, Pascal Dupont et Ghislain Poissonnier*

ENTRETIEN

- 1040 Stéphanie Le Cam – Proposition de loi sur la présomption d'usage des contenus culturels par les IA



Lefebvre Dalloz

Imprimé par DONNEVILLE (sonneville@u-paris2.fr) Tous droits réservés

Recueil Dalloz

PRÉSIDENTE ET PRINCIPALE ASSOCIÉE,
LEFEBVRE SARRUT
10 place des Vosges – 92400 Courbevoie
542 052 451 RCS Nanterre

recueil@dalloz.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
JULIEN LANGUY,
représentant permanent de Lefebvre Sarrut
DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE DELESALLE SORDET
DIRECTRICE
DE LA RÉDACTION CIVIL, PÉNAL ET IMMOBILIER,
CORINNE GENDRAUD

CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCALE DEUMIER

RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD

• RÉDACTION

Maelle HARSOUËT DE KERAVAL

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZÉ-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directrice de la Production éditoriale :

Anne-Laure CHAUMAIL MENNESIEZ

Directeur artistique : Patrick VERDON

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, *Directrice*

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1234,20 € TTC

Étranger : 1304,64 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Juin 2026

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges – 92400 Courbevoie

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

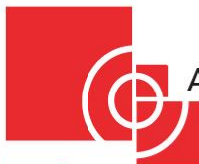
SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Franck Laffaille

993

Vivre hors l'État-Léviathan
Pour le droit (fondamental)
de disparaître (définitivement)



ACTUALITÉS

996

DROIT DES AFFAIRES

Concurrence-Distribution

Concurrence déloyale (notion) : manquement à une règle de déontologie, *Com.* 3 juin 2026

Consommation

Contrôle (sanction administrative) :

constitutionnalité du régime,

Cons. const. 2 juin 2026

Contrat hors établissement :

réalisation d'un site internet personnalisé,

Civ. 1^{re}, 28 mai 2026

Contrat d'affaires

Transport maritime (croisière) :

responsabilité de l'organisateur,

CJUE 4 juin 2026

Fonds de commerce et commerçants

Agent commercial (cessation du contrat) :

octroi d'un délai de préavis, *Com.* 3 juin 2026

Société et marché financier

Commissaire aux apports (incompatibilités) :

mission antérieure à la désignation,

Com. 28 mai 2026

998

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Vente (bois et forêt) : droit de préférence

des propriétaires de parcelles contiguës,

Civ. 3^e, 28 mai 2026

Vice du consentement (dol) : indemnisation

d'un excès de prix, *Civ. 3^e*, 28 mai 2026

Vice du consentement (violence) :

menace, pressions et état de dépendance,

Civ. 3^e, 4 juin 2026

Préjudice corporel (réparation) :

perte intégrale de gains professionnels futurs,

Civ. 2^e, 3 juin 2026

Préjudice d'anxiété (réparation) :

point de départ du délai de prescription,

Cass., ch. mixte, 29 mai 2026

Contrat (résolution) : validité d'une clause

résolutoire, *Com.* 3 juin 2026

Responsabilité civile (exonération) :

faute d'imprudance de la victime,

Ass. plén., 29 mai 2026

1002

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (traitement) :

enquête pénale impliquant un policier,

CJUE 4 juin 2026

Citoyenneté européenne (mineur) :

droit de séjour dérivé des parents,

CJUE 4 juin 2026

1003

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Favoritisme (délit) : point de départ

de la prescription, *Crim.* 3 juin 2026

Procédure pénale

Mineur (irresponsabilité) : constitutionnalité

du régime, *Cons. const.* 5 juin 2026

1004

DROIT PUBLIC

Étranger (migration et asile) :

mise en conformité au droit européen

Santé publique

Soins psychiatriques (demande d'admission) :

membre de la famille, *Civ. 1^{re}*, 3 juin 2026

1005

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Accord collectif (accord de performance) :

portée de l'effet substitutif, *Soc.* 28 mai 2026

Accord collectif (accord de performance) :

dispositions excédant le domaine légal,

Soc. 28 mai 2026

Sécurité sociale

Relation de travail (requalification) :

mise en cause des travailleurs,

Civ. 2^e, 4 juin 2026

11 juin 2026 - n° 22 / 8131^e

POINT DE VUE

1006

De la prétendue exhaustivité de l'article L. 111-3 du code des procédures civiles d'exécution
par Jean-Denis Pellier



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

1008

Connaître la provenance d'une œuvre d'art ou d'un bien culturel
par Françoise Labarthe

PANORAMA

1020

Majeurs protégés
avril 2025 – avril 2026
par Jean-Jacques Lemouland et David Noguéro

THÈSES

1015

Discours juridique et discours scientifique en droit de la responsabilité civile
par Gabriel Stettler

1018

Les contrats domaniaux
Contribution à l'étude de la location des biens publics
par Clothilde Le Guay

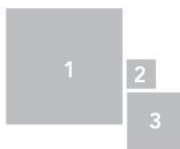
NOTES

1032

L'atteinte à la propriété résultant de la possibilité d'interdire la location touristique aux copropriétaires,
note sous Cons. const. 19 mars 2026
par Kévin Moya

1036

Droit aérien : attendre des passagers, oui, mais pas au détriment des autres, *note sous Trib. UE, 4 mars 2026*
par Pascal Dupont et Ghislain Poissonnier



ENTRETIEN

1040

Proposition de loi sur la présomption d'usage des contenus culturels par les IA
par Stéphanie Le Cam

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction.

Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :
5 500 signes (références entre parenthèses).

Recueil Dalloz - 11 juin 2026 - n° 22

Imprimé par DONNEVILLE (sonneville@u-paris2.fr) Tous droits réservés



JURISPRUDENCE

Sociétés en général

La qualité d'associé existe avant l'immatriculation (mais pas l'agrément)

Com. 11 février 2026,
note Jean-Baptiste Barbiéri p. 345

Cessions d'actions

Un conseiller en M&A rémunéré « au succès » victime de déloyauté contractuelle

Com. 7 janvier 2026,
note Thibaut Massart p. 349

Sociétés coopératives

Pénalités dans les coopératives agricoles : statuts types et quantum

Civ. 3^e, 18 décembre 2025,
note Gilbert Parleani p. 354

Commissaires aux comptes

Action en responsabilité du tiers contre le commissaire aux comptes

Com. 11 mars 2026,
note Bruno Dondero p. 358

Droit pénal des sociétés

Abus de biens sociaux, sociétés civiles membres d'un groupe et sociétés étrangères

Crim. 8 octobre 2025,
note Akram El Mejri p. 361



Lefebvre Dalloz

REVUE DES SOCIÉTÉS

Juin 2026 - n° 6

ÉTUDES

La loi de simplification de la vie économique

Loi n° 2026-403 du 26 mai 2026

Alain Couret p. 327

La composition du comité de mission, élément clé pour rétablir la crédibilité de la société à mission

Elena Codoni p. 334

CHRONIQUES

Chronique de droit des entreprises en difficulté

Philippe Roussel Galle,
Laurence Caroline Henry
et Florence Reille

p. 373

N° 6 - Juin 2026 / **SOMMAIRE****Actualités** 322

par Bénédicte François et Benjamin Jeudi

Études 327**La loi de simplification de la vie économique**

Loi n° 2026-403 du 26 mai 2026 ; Cons. const. 21 mai 2026, n° 2026-903 DC

Alain Couret 327

La composition du comité de mission, élément clé pour rétablir la crédibilité de la société à mission

Elena Codoni 334

Jurisprudence 345**Sociétés en général**La qualité d'associé existe avant
l'immatriculation (mais pas l'agrément)
Note sous Com. 11 févr. 2026

note Jean-Baptiste Barbiéri 345

Commissaires aux comptesAction en responsabilité du tiers
contre le commissaire aux comptes
Note sous Com. 11 mars 2026

note Bruno Dondero 358

Cessions d'actionsUn conseiller en M&A rémunéré « au succès »
victime de déloyauté contractuelleNote sous Com. 7 janv. 2026
note Thibaut Massart 349**Droit pénal des sociétés**Abus de biens sociaux, sociétés civiles
membres d'un groupe et sociétés étrangèresNote sous Crim. 8 oct. 2025
note Akram El Mejri 361**Sociétés coopératives**Pénalités dans les coopératives agricoles :
statuts types et *quantum*
Note sous Civ. 3^e, 18 déc. 2025

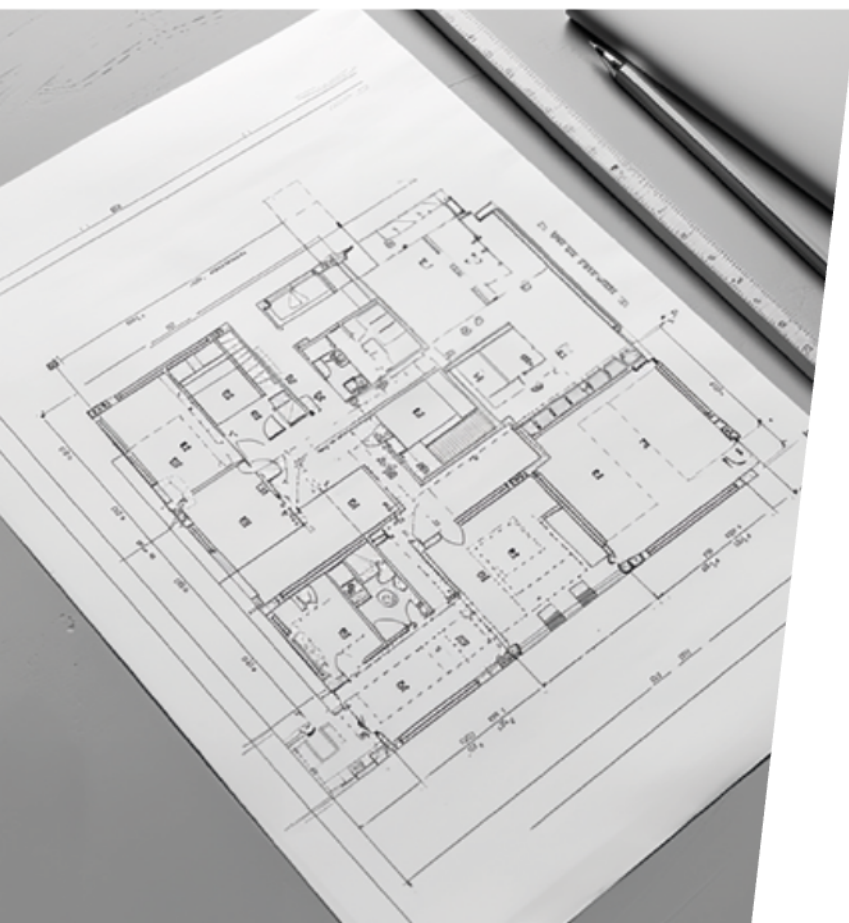
note Gilbert Parleani 354

Droit social et sociétésLa protection statutaire du représentant
syndical au comité de groupe
Note sous Soc. 14 janv. 2026

note Franck Petit 367

Chronique de droit des entreprises en difficulté 373

par Philippe Roussel Galle, Laurence Caroline Henry et Florence Reille



À LA UNE

Dossier - Loi de simplification de la vie économique

26

Contrats - Résiliation d'un contrat à durée déterminée : paiement du prix forfaitaire mensuel en cas d'exécution

10

Bourse - L'actionnaire déjà contrôlant peut imposer le retrait des minoritaires après son offre

8

Sociétés - L'action en restitution de valeurs mobilières formée par leur propriétaire ne se prescrit pas

4

QUESTION PRATIQUE

LES CHARGES EN BAIL COMMERCIAL

Notion, répartition et conséquences.

17



www.efl.fr



Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Prescription de l'action en restitution de valeurs mobilières
- 4 - Parité au sein du conseil et du directoire : information de l'AMF
- 5 - Prescription de l'action en réparation d'un abus de majorité
- 6 - Mise en jeu de la garantie de passif
- 7 - Cotation en bourse : sort des actions à droit de vote multiple existantes
- 7 - Finalité d'un rachat d'actions détenues en direct dans le cadre d'un PEE

Bourse

- 8 - Retrait obligatoire des actionnaires minoritaires

Entreprise en difficulté

- 9 - Insaisissabilité de la résidence principale de l'EI
- 9 - Détermination du passif exigible

Contrats

- 10 - Résiliation anticipée d'un contrat à durée déterminée
- 11 - Responsabilité du commissionnaire de transport
- 12 - Fraude de l'acquéreur qui évince l'agent immobilier
- 13 - Nullité d'une vente : restitution du prix de vente par le notaire fautif

Finances de l'entreprise

- 14 - Fraude par spoofing : appréciation de la négligence grave du payeur
- 15 - Nullité du cautionnement pour irrégularité de la mention manuscrite

Biens de l'entreprise

- 16 - Immatriculation du locataire commercial

Dossier

- 26 - Loi de simplification de la vie économique : une loi de bric et de broc
- 27 - Mécénat d'entreprise : la déclaration fiscale remplacée par le rapport de gestion
- 28 - Une réforme des baux commerciaux favorable au locataire
- 30 - Modification de sanctions pénales en droit des sociétés
- 31 - Rehaussement des seuils de contrôle des concentrations
- 32 - Vente de PME : information des salariés
- 33 - Des assouplissements en matière d'urbanisme commercial
- 36 - Formalités préalables à certaines ventes réglementées et manifestations commerciales
- 38 - Simplification des droits des entreprises en matières bancaire
- 39 - Allégement des formalités pour produits réglementés
- 39 - Mesures diverses de la loi de simplification

Veilles

- 41 - Veille législative
- 42 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



17

**LES CHARGES EN BAIL COMMERCIAL :
NOTION, RÉPARTITION
ET CONSÉQUENCES**

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 23 du 08 juin 2026

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Précipité d'époque

N° 691 - Par Pascale ROBERT-DIARD

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | NOTAIRES

Sophie Thibert-Belaman, présidente de la Chambre des notaires de Paris

N° 692 - Par Catherine LARÉE

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | ENVIRONNEMENT

L'inapplicabilité matérielle des interdictions relatives aux contenants en plastique

N° 693 - Par Jean-Jacques GATINEAU

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

Domage corporel : pas de partage de responsabilité lorsque l'organisateur d'une activité de loisir a manqué à son obligation de sécurité

N° 694 - Par Ian KIRILLIN

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | VENTE

L'acquéreur victime d'un dol peut agir en indemnisation de l'excès de prix

N° 695

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL (EN MATIÈRE CIVILE)

L'absence de demande d'information dans le dispositif des conclusions doit être régularisée dans le délai légal, sous peine de confirmation du jugement

N° 696

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 18 au 24 mai 2026

N° 697

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COURTIER D'ASSURANCE

Le droit à rémunération du courtier en assurance à l'épreuve du contrôle continu de l'immatriculation

N° 698 - Par Hobinavalona RAMPARANY

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CORRUPTION

Convention pénale du Conseil de l'Europe sur la corruption : levée partielle des réserves de la France

N° 699

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Rapport oral du conseiller et recevabilité des moyens de nullité inconnus en première instance : précisions de la Cour de cassation

N° 700

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | MINEURS

Une circulaire relative au traitement judiciaire des violences sexuelles et sexistes commises sur les mineurs en milieu scolaire ou périscolaire

N° 701

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 21 mai au 3 juin 2026

N° 702

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 4 au 17 mai 2026

N° 703

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | FRAUDE ET FALSIFICATION

L'expertise pénale n'est pas nécessairement contradictoire en droit pénal de la consommation

N° 704 - Par Morgane REIF

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | ACTION PUBLIQUE

Les subtilités déroutantes de l'article 6-1 du Code de procédure pénale

N° 705 - Par Philippe COLLET

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ACTIFS NUMÉRIQUES

Crypto-actifs : précisions des règles de transfert de propriété et de nantissement

N° 706

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 28 mai au 3 juin 2026

N° 707

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 18 au 24 mai 2026

N° 708

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | VALEURS MOBILIÈRES

Prescription de l'action en restitution des valeurs mobilières

N° 709 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONGÉ SUPPLÉMENTAIRE DE NAISSANCE

Congé supplémentaire de naissance : publication des décrets d'application

N° 710

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | HARCÈLEMENT SEXUEL

Le salarié peut être victime de harcèlement sexuel au travail sans être personnellement l'objet des propos ou comportements dénoncés

N° 711

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS

Accord de performance collective : la présence de clauses étrangères n'entraîne pas sa nullité

N° 712

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 28 mai au 3 juin 2026

N° 713

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONGÉ SUPPLÉMENTAIRE DE NAISSANCE

Extension du congé supplémentaire de naissance aux agents publics et militaires

N° 714

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | LANCEURS D'ALERTE

Le Défenseur des droits appelle à renforcer la protection des lanceurs d'alerte

N° 715

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 28 mai au 3 juin 2026

N° 716

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | SUCCESSIONS-PARTAGE

Maison familiale : la vente qui n'en était pas une

N° 717 - Par Julien MARROCHELLA

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Ouverture d'une licence d'études politiques en Nouvelle-Calédonie

N° 718 - Par Nicolas FONT

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | PROTECTION DES MINEURS

Repenser la défense du mineur

N° 719 - Par Younes BERNAND

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | RÉGIMES MATRIMONIAUX

Régimes matrimoniaux

N° 720 - Par Alice TISSERAND-MARTIN , Estelle NAUDIN , Christel SIMLER et Michel STORCK

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

Jugement des crimes reconnus : une audience fictive pour convaincre

N° 721

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

Le CNB rejette la création d'un « plaider-coupable criminel » et réclame le retrait du projet de loi

N° 722

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

Réforme de la justice pénale : la CNCDH alerte sur les risques pour les droits fondamentaux

N° 723

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Experts judiciaires : la qualité d'avocat ne dispense pas de la formation à l'expertise

N° 724

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le ministère de la Justice se dote d'un Observatoire de l'IA

N° 725

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE CIVILE

Appel civil : le CNB refuse un relèvement généralisé du taux de dernier ressort à 10 000 €

N° 726

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 24 du 11 juin 2026

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

ARBITRAGE

3 QUESTIONS - L'incidence du contexte géopolitique sur les procédures d'arbitrage

N° 522 - Par Marie DANIS

[Consulter le PDF](#)

NUMÉRIQUE

DSA : la Commission européenne prépare des lignes directrices sur les signaleurs de confiance

N° 523

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Actes pratiques et Ingénierie sociétaire

N° 524

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Contrats Concurrence Consommation

N° 525

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Trésorerie, investissement et croissance des TPE-PME (2e trimestre 2026)

N° 526

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | ARBITRAGE

Processualisation de l'arbitrage et contractualisation du contentieux judiciaire : quelles perspectives ?

N° 527 - Par Jad EL HAGE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AGENT COMMERCIAL

L'octroi d'un délai de préavis n'est pas incompatible avec l'existence d'une faute grave justifiant la cessation du contrat sans indemnité

N° 528

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AGENT COMMERCIAL

L'écoulement d'un délai entre la faute grave et la rupture du contrat ne constitue pas une tolérance du mandant

N° 529

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AVOCAT

Experts judiciaires : la qualité d'avocat ne dispense pas de la formation à l'expertise

N° 530

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BREVET

Inventions de fonctionnaire : la cession onéreuse des brevets, un acte de valorisation sans éteindre les demandes indemnitaires autonomes

N° 531

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Expert-comptable : l'indélicatesse d'anciens salariés ne suffit pas à caractériser un acte de concurrence déloyale

N° 532

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Droit de se taire : le Conseil constitutionnel valide la procédure de sanction de l'administration chargée de la concurrence et de la consommation

N° 533

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

Clause résolutoire et identification des obligations dont l'inexécution entraîne la résolution

N° 534

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT EUROPÉEN

Mesures restrictives : le gel des biens détenus par un trust est compatible avec le droit de l'Union

N° 535

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Cybersécurité et intelligence artificielle : l'AMF appelle les acteurs financiers à renforcer leur résilience opérationnelle

N° 536

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

Loi de simplification de la vie économique : des mesures pour alléger les contraintes des entreprises

N° 537

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

DMA : le Tribunal de l'UE annule la décision désignant la Marketplace de Meta comme contrôleur d'accès

N° 538

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT

Voyage à forfait ou transport maritime : quel régime de responsabilité en cas de dommages corporels survenus au cours d'une croisière ?

N° 539

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | VENTE

L'acquéreur victime d'un dol peut agir en indemnisation de l'excès de prix

N° 540

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

RSS et protocole préélectoral : les heures de négociation ne s'imputent pas sur le crédit d'heures et les frais sont supportés par l'employeur

N° 541

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Point de départ du délai de protection supplémentaire du représentant de section syndicale réintégré

N° 542

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Contribution financière pour l'autonomie

N° 543

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Remplacement des membres d'une CSSCT et d'un représentant de proximité en cours de mandat

N° 544

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Dénonciation d'un accord collectif par une organisation syndicale non-signataire

N° 545

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Accord de mobilité interne : obligation de consulter les IRP

N° 546

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Interprétation restrictive des domaines couverts par un APC

N° 547

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Heures de délégation du CSE d'établissement

N° 548

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Le produit d'un usufruit temporaire

N° 549

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Saisie administrative à tiers détenteur : le Conseil constitutionnel censure une sanction manifestement disproportionnée du tiers saisi

N° 550

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Observations sur le sort des créances procédurales en cas d'instance en cours (dépens et frais irrépétibles)

N° 1189 - Par Jocelyne VALLANSAN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Assimilation de la cession des droits sociaux d'une société exploitant un fonds de commerce à la cession du fonds lui-même : la Cour exige un accord exprès

N° 1190 - Par John-Matthieu CHANDLER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

La transmission à cause de mort des crypto-actifs

N° 1191 - Par Camille GOURET

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Baux commerciaux

N° 1192 - Par Fabien KENDÉRIAN , Joël MONÉGER , Bastien BRIGNON , Abdoulaye MBOTAINGAR , Emmanuelle CHAVANCE , Catherine SAINT GENIEST , Arnaud COLIN , Sébastien REGNAULT et Quentin DUPOUY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

L'indemnité d'éviction ne se forfaitise pas : caractère réputé non écrit de la clause fixant forfaitairement l'indemnité d'éviction

N° 1193 - Par Sarah ANDJECHAÏRI-TRIBILLAC

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

La mauvaise foi du bailleur est-elle interruptive de prescription de l'action en paiement d'une indemnité d'éviction ?

N° 1194 - Par Guillaume BUY

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Contrôle et contentieux URSSAF

N° 1195 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Intégration fiscale : la jurisprudence sanctionne l'exigence administrative de la clôture préalable d'un exercice fiscal

N° 1196 - Par Emmanuel CRUVELIER

[Consulter le PDF](#)

Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, n° 3 du 04 juin 2026

Sommaire du numéro

Éditorial



COMPLIANCE

De la transparence à l'intégrité : la mutation d'un couple éthique

N° 103 - Par Roxana FAMILY

[Consulter le PDF](#)

Actualités



VEILLE | COMPLIANCE ET ÉTHIQUE DES AFFAIRES - FRANCE

Les atteintes à la probité en augmentation en 2025

N° 104

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CJIP

Conclusion d'une CJIP entre le PNF et la société BALT USA

N° 105

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | L

Adoption dans le projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes fiscales et sociales d'un amendement supprimant le principe de la CJIP et rétablissement par la commission mixte paritaire

N° 106

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CELLULE ANTICORRUPTION

Bilan d'efficacité de la cellule anticorruption du parquet de Marseille

N° 107

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DRSS

Publication par la DRSS d'une fiche pratique sur le contrôle des exportations vers la Chine pour les entreprises françaises

N° 108

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROPOSITION DE LOI DARCOS

Adoption par le Sénat de la proposition de loi Darcos relative à l'instauration d'une présomption d'utilisation des contenus culturels par les fournisseurs d'intelligence artificielle

N° 109

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DROIT DE LA CONCURRENCE

Droit de la concurrence et lanceur d'alerte

N° 110

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | IA

L'IA et la justice civile

N° 111

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SFR

La société SFR condamnée à 10 millions d'euros d'amende pour ses forfaits « à vie »

N° 112

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SOCIÉTÉ LAFARGE

Condamnations lourdes pour la société Lafarge et ses dirigeants reconnus coupables de financement de terrorisme en Syrie

N° 113

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LOI DE SIMPLIFICATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE

Adoption de la loi de simplification de la vie économique

N° 114

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DGCCRF

Sécurité des articles vendus sur les marketplaces étrangères : plus de 100 000 produits retirés du marché

N° 115

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

La Société générale condamnée par l'ACPR à une amende de 20 millions d'euros

N° 116

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

Pologne : une entreprise condamnée à 20 millions de zlotys pour violation des sanctions

N° 117

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION EUROPÉENNE

Union européenne : allégations de corruption contre le CESE

N° 118

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION EUROPÉENNE

Union européenne : adoption du 20e paquet de sanctions à l'encontre de la Russie

N° 119

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION EUROPÉENNE

Union européenne : une nouvelle directive pour lutter contre la corruption

N° 120

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

Algérie : publication d'un guide sur le cadre de la lutte contre la corruption

N° 121

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CANADA

Canada : mise à jour par le Gouvernement de ses lignes directrices sur les sanctions à l'intention du secteur aérospatial et défense

N° 122

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CHINE

Chine : sept entreprises de l'Union européenne visées par des restrictions à l'exportation

N° 123

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MONACO

Monaco : publication du 3e rapport de progrès en matière de renforcement du dispositif de lutte contre le blanchiment

N° 124

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | NÉPAL

Népal : lancement par la Commission anticorruption de nouvelles poursuites dans le cadre de l'affaire de l'aéroport de Pokhara

N° 125

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ROYAUME-UNI

Royaume-Uni : publication d'un guide sur les contrôles des utilisations finales dans le cadre des sanctions

N° 126

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ROYAUME-UNI

Royaume-Uni : une filiale d'Apple condamnée pour violation des sanctions contre la Russie

N° 127 - Par Isabelle BUFFLIER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES ET DROITS HUMAINS - FRANCE

Communication responsable - Publication par l'ADEME d'un « Guide de l'influence responsable »

N° 128

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TRAVAIL FORCÉ

Travail forcé & travail des enfants - Bilan des investisseurs sur la prévention des risques dans les chaînes de valeur

N° 129

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DIRECTIVE SUR LES « PROCÉDURES-BAILLONS »

Directive sur les « procédures-baillons » - Transposition française

N° 130

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

Devoir de vigilance - Projet de loi fédérale suisse sur le devoir de vigilance et la durabilité

N° 131

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

Emballages/Économie circulaire - Publication par la Commission des premiers documents d'orientation sur le règlement (UE) 2025/40 relatif aux emballages et aux déchets d'emballages

N° 132

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | REPORTING DE DURABILITÉ VOLONTAIRE

Reporting de durabilité volontaire - Consultation sur le projet de norme de reporting VSME

N° 133

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | REPORTING DE DURABILITÉ

Reporting de durabilité - Consultation sur le projet de révision des normes de durabilité ESRS

N° 134

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÈGLEMENT DÉFORESTATION

Règlement Déforestation - Présentation par la Commission européenne des modifications 2026

N° 135

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

Règlement produits issus du travail forcé - Règlement d'exécution (UE) 2026/903 sur le système d'information et de communication du futur règlement travail forcé

N° 136

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

Droits humains - Rapport 2026 d'Amnesty International sur la situation des droits humains dans le monde

N° 137

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SANTÉ AU TRAVAIL

Santé au travail - Rapport mondial de l'OIT sur les risques psychosociaux au travail

N° 138

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES ET DROITS HUMAINS

Entreprises et droits humains - Lancement par le HCDH d'un « Business and Human Rights Helpdesk » sur la mise en oeuvre des Principes directeurs de l'ONU

N° 139

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DEVOIR DE VIGILANCE

Devoir de vigilance - Lancement du « Competence Centre for Human Rights Due Diligence » pour les syndicats

N° 140 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)**Entretien**

CONFORMITÉ BANCAIRE

Jusqu'où va le devoir de vigilance du banquier en matière de fraudes aux faux placements ?

N° 141 - Par Elodie VALETTE et Kevan LAURENT

[Consulter le PDF](#)

Études



ANTICORRUPTION

Harmonization of the Fight Against Corruption across Europe: What does the EU AntiCorruption Directive change?

N° 142 - Par Charles-Henri BOERINGER , Karima CHAÏB , Alice DUNOYER DE SEGONZAC , Antonio GOLINO , Stella MAGISTRO , Laura SCARAMELLINI , Maria GUINOT BARONA , Ignacio BAZ , David PASEWALDT , Jan RICHTER , Marcin CIEMINSKI , Pawel M. GADOCHA , Roel DE JONG et Luce SMITHUIJSEN

[Consulter le PDF](#)

CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

Contrôle export : l'IA efface (toutes) les frontières

N° 143 - Par Laurent GROSCLAUDE , Camille MAYET et Olivier DORGANS

[Consulter le PDF](#)

GESTION DE LA CONFORMITÉ

Unlocking the Power of Governance and Compliance through a Standardized and Integrated Approach

N° 144 - Par Bartosz MAKOWICZ

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



DEVOIR DE VIGILANCE

Jugement Yves Rocher : un assouplissement excessif du lien de causalité

N° 145 - Par Sophie SCEMLA , Diane PAILLOT DE MONTABERT et Calypso KORKIKIAN

[Consulter le PDF](#)

ACPR

L'ACPR et Tracfin alertent le public sur certaines utilisations des IBAN virtuels

N° 146 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

LCB-FT

Lutte contre le blanchiment : le Sénégal retiré des listes des pays à risque

N° 147 - Par Rouguyatou TOURÉ

[Consulter le PDF](#)

À la une

« Le désengagement des collaborateurs est un échec de la profession »

entretien avec Simon LAMBERT

La 4^e édition du Baromètre Emploi, réalisé par l'Institut Viavoice pour l'Observatoire national de la profession d'avocat du Conseil national des barreaux, confirme un ralentissement de l'activité ainsi que des tensions persistantes sur le marché de l'emploi.



© Gazette du Palais_Généré par l'IA

Actualité

Gouvernance : les avocats honoraires au cœur d'une nouvelle fracture entre Paris et la province

focus

Technique

Le droit à l'erreur en matière fiscale

étude par Antoine BOUTET-MANGON

Doctrine

Entrée en vigueur du décret « Passagers aériens » : réduire le flux contentieux au lieu d'en traiter les causes

note par Pascal DUPONT et Ghislain POISSONNIER

Jurisprudence

Tontine : autant en emporte la rétroactivité

note par Isabelle TA sous Cass. 1^{re} civ., 9 avr. 2026

Gazette Spécialisée

DROIT IMMOBILIER

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Marine PARMENTIER

Avocate au barreau de Paris

• Marie-Laure BESSON

Maître de conférences à l'université de Corse Pasquale Paoli

AVEC LA PARTICIPATION DE

Manon BRAUGE, Élise CARPENTIER, Albert CASTON, Julie DAUGA, Fabien DELHAES, Élodie GAVIN-MILLAN-OOSTERLYNCK, Guilhem GIL, Marie MASCLÉ DE BARBARIN, Juliette MEL et Alexis TRÉCA



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2026

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 662,63 € TTC

Recueils + table seuls : 642,21 € TTC

Journal, recueil + table : 893,38 €

Abonnement feuiltable numérique : 274,65 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 739 €

Journal, recueil + table : 979 €

Abonnement feuiltable numérique : 269 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 748 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Cette revue ne peut être reproduite, même partiellement, sauf exceptions prévues par la loi, ni utilisée à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.

La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL491m1 ■ Gouvernance : les avocats honoraires au cœur d'une nouvelle fracture entre Paris et la province 3
- GPL491m4 ■ Non-paiement des rétrocessions : vers une omission 5
- GPL491m3 ■ PJCR : une audience fictive pour convaincre 6
- GPL491g5 ■ Lanceurs d'alerte : un dispositif juridique à bout de souffle 7
- GPL491m8 ■ « Le désengagement des collaborateurs est un échec de la profession »
entretien avec Simon LAMBERT 8

Technique

- GPL490t4 ■ Le droit à l'erreur en matière fiscale
étude par Antoine BOUTET-MANGON 11

Doctrine

- GPL491m7 ■ Entrée en vigueur du décret « Passagers aériens » : réduire le flux contentieux au lieu d'en traiter les causes
note par Pascal DUPONT et Ghislain POISSONNIER sous D. n° 2025-772, 5 août 2025 13

Jurisprudence

- GPL491g6 ■ Tontine : autant en emporte la rétroactivité
note par Isabelle TA sous Cass. 1^{re} civ., 9 avr. 2026 17
- GPL490x7 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 20
- GPL490i1 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 24
- GPL490v7 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme
par Catherine BERLAUD 27
- GPL491a5 ■ Chronique de jurisprudence en droit des biens
par Julien DUBARRY et Antoine TOUZAIN
en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lext.so/GPL491a5>



Gazette Spécialisée

DROIT IMMOBILIER

29

Sous la responsabilité scientifique de

Marine PARMENTIER et Marie-Laure BESSON

PRATIQUE P. 13

DROIT FISCAL

Le Conseil d'État précise le régime fiscal des « cessions d'usufruit temporaire »

par Henri Leyrat**ACTUALITÉS** P. 5

RURAL

Vente d'une parcelle boisée : précisions relatives au droit de préférence des propriétaires forestiers contigus

IMMOBILIER

Crypto-actifs : date de transfert de propriété et modalités de nantissement

PERSONNES / FAMILLE

Loi du 26 mai 2026 relative aux soins palliatifs, expression de la volonté et personnes vulnérables

DROIT FISCAL

Impôt sur la fortune : qualification de biens professionnels et double niveau d'interposition

DOCTRINE P. 18

IMMOBILIER

La mutation numérique du droit de la copropriété
par **Guillaume Brunel**

CHRONIQUES P. 25

RURAL

Droit rural

par **Didier Krajewski**
et **Christophe Gourgues**

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF232b1 ■ Vente d'une parcelle boisée : précisions relatives au droit de préférence des propriétaires forestiers contigus

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF232a6 ■ Crypto-actifs : date de transfert de propriété et modalités de nantissement

ENTREPRISE

DEF232a7 ■ Nullité absolue du bail commercial portant sur un bien appartenant au domaine public

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF232a8 ■ Loi du 26 mai 2026 relative aux soins palliatifs, expression de la volonté et personnes vulnérables

FISCAL

DEF232a9 ■ Impôt sur la fortune : qualification de biens professionnels et double niveau d'interposition

PRATIQUE P. 13

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF231i4 ■ Le Conseil d'État précise le régime fiscal des « cessions d'usufruit temporaire » par **Henri Leyrat**

DOCTRINE P. 18

DEF231f6 ■ La mutation numérique du droit de la copropriété par **Guillaume Brunel**

CHRONIQUES P. 25

DEF231y2 ■ Droit rural par **Didier Krajeski** et **Christophe Gourgues**

VIE PRO P. 33

OFFRES ET DEMANDES P. 37

INDICES P. 40